



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
LIMITEE

E/1995/L.25
12 juillet 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1995
Genève, 26 juin - 28 juillet 1995
Point 5 d) de l'ordre du jour

QUESTIONS SOCIALES, HUMANITAIRES ET DROITS DE L'HOMME : RAPPORTS
DES ORGANES SUBSIDIAIRES, CONFERENCES ET QUESTIONS CONNEXES :
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

Incidences sur le budget-programme des résolutions adoptées
par la Commission des droits de l'homme
à sa cinquante et unième session

Note du secrétariat */

INTRODUCTION

1. A sa cinquante et unième session, la Commission des droits de l'homme a adopté quatre résolutions qui ont des incidences sur le budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995 et prescrivant de nouvelles activités ou élargissant considérablement des activités déjà approuvées.

*/ On trouvera ci-après un état provisoire des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme des résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante et unième session. L'état définitif paraîtra sous forme d'additif au rapport de la Commission.

2. Avant de prendre une décision sur ces résolutions, et conformément à l'article 13.1 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, la Commission a entendu un exposé préliminaire indiquant les ressources additionnelles qui seraient nécessaires pour exécuter ces mandats nouveaux ou élargis; elle a également été informée qu'un document exposant dans le détail les incidences de ces résolutions sur le budget-programme serait présenté au Conseil économique et social lorsqu'il examinerait le rapport de la Commission.

3. La présente note expose au Conseil les incidences sur le budget-programme des quatre résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante et unième session.

4. Ces incidences sont résumées dans le tableau ci-après.

Tableau récapitulatif des incidences sur le budget-programme pour
l'exercice biennal 1994-1995 des résolutions adoptées
par la Commission des droits de l'homme
à sa cinquante et unième session

Résolutions	Chapitre 21 Droits de l'homme	Chapitre 25 E Services de conférence	Total
1995/17 Le droit au développement	46 800	152 700	199 500
1995/28 Décennie internationale des populations autochtones		94 100	94 100
1995/32 Création d'un groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994		165 200	165 200
1995/91 Situation des droits de l'homme au Rwanda	549 500		549 500
TOTAL	596 300	412 000	1 008 300

I. INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME

Résolution 1995/17. Le droit au développementA. Prescriptions de la résolution

5. Au paragraphe 9 de sa résolution 1995/17, la Commission des droits de l'homme a décidé que le Groupe de travail sur le droit au développement tiendra deux sessions, d'une durée de deux semaines chacune, en avril et septembre 1995, respectivement, pour formuler les recommandations à présenter à la Commission à sa cinquante-deuxième session.

B. Articulation des dispositions de la résolution
sur le programme de travail

6. Les activités exposées ci-dessus relèvent du Programme 35 (Promotion et protection des droits de l'homme), sous-programme 2 (Elimination et prévention de la discrimination et protection des minorités et des groupes vulnérables) du plan à moyen terme 1992-1997 révisé (A/47/6/Rev.1).

7. Elles entrent dans le cadre du chapitre 21 (Droits de l'homme) du budget-programme 1994-1995 au titre de l'élément et des rubriques ci-après :

Sous-programme 2. Elimination et prévention de la discrimination et
protection des minorités et des groupes vulnérables

Activités : 1. Services fournis aux organes délibérants

b) Services techniques : session de la Commission des droits de l'homme et sessions des groupes de travail et du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones.

C. Activités prévues pour donner suite aux dispositions
de la résolution

8. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution 1995/17, le Groupe de travail tiendra deux sessions, d'une durée de deux semaines chacune, en avril et en septembre 1995 respectivement, pour formuler les recommandations à présenter à la Commission à sa cinquante-deuxième session. Il y aurait donc une session de plus au cours de l'année par rapport à ce qui avait été prévu par la Commission lors de la création du Groupe de travail en 1993.

9. Par conséquent, des ressources additionnelles destinées à couvrir les frais de voyage et les indemnités de subsistance ainsi que le coût des services de conférence d'une session supplémentaire de dix jours de travail seront nécessaires.

D. Modifications à apporter au programme de travail

10. Il n'y a pas lieu de modifier le texte explicatif du programme de travail.

E. Ressources additionnelles nécessaires (coût intégral)

11. Le coût estimatif total des activités exposées ci-dessus pour l'exercice biennal se répartit comme suit :

Chapitre 21

Dollars

Frais de voyage et de subsistance de huit experts	46 800
---	--------

Chapitre 25 E

Services de conférence

Services des séances (10 séances en A, Ar, C, E, F, R)	61 800
---	--------

Documentation préliminaire (32 pages en A, E, F)	18 600
---	--------

Documentation en cours de session (60 pages en A, E, F)	33 800
--	--------

Documentation après session (32 pages en A, Ar, C, E, F, R)	36 200
--	--------

Autres dépenses	2 300
-----------------	-------

Total partiel	152 700
---------------	---------

Total général	199 500 =====
---------------	------------------

F. Possibilités d'imputation au budget

12. On se rappellera que conformément à la résolution 1994/21 de la Commission des droits de l'homme, le Groupe de travail a tenu une session

supplémentaire en 1994. Le montant additionnel nécessaire (45 000 dollars) avait été imputé sur les crédits ouverts.

13. Comme indiqué ci-dessus, le montant nécessaire à la tenue d'une session supplémentaire en 1995 s'élève à 46 800 dollars. Ce montant correspond aux fonds additionnels nécessaires en plus des ressources déjà prévues dans le budget-programme 1994-1995 pour les activités du Groupe de travail. Il apparaît à ce stade que ces dépenses additionnelles ne pourront pas être imputées sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget-programme 1994-1995.

14. On trouvera au paragraphe 49 des précisions sur le calcul du coût des services de conférence.

G. Montant additionnel à prévoir

15. Si le Conseil économique et social approuve la résolution 1995/17, un montant additionnel de 46 800 dollars sera nécessaire au titre du chapitre 21 du budget-programme 1994-1995.

H. Fonds de réserve

16. En ce qui concerne un éventuel prélèvement sur le fonds de réserve pour financer les activités découlant de la résolution, voir le paragraphe 48.

Résolution 1995/28. Décennie internationale des populations autochtones

A. Prescriptions de la résolution

17. Au paragraphe 5 de la résolution 1995/28, la Commission des droits de l'homme a pris acte de la demande formulée par l'Assemblée générale en vue de la création, au Centre des droits de l'homme, d'un groupe dont le rôle sera de fournir un appui aux activités du Centre concernant les populations autochtones, et en particulier de planifier, de coordonner et de mener à bien les activités relatives à la Décennie.

18. Au paragraphe 6 de la même résolution, la Commission a pris également acte de la recommandation formulée par l'Assemblée générale tendant à ce qu'une deuxième réunion technique sur la planification de la Décennie soit organisée immédiatement avant la treizième session du Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission, ainsi que de sa décision tendant à envisager lors d'une session ultérieure de convoquer, à des intervalles appropriés au cours de la Décennie, des réunions de planification et d'examen.

B. Articulation des dispositions de la résolution
sur le programme de travail

19. Les activités mentionnées ci-dessus relèvent du Programme 35 (Promotion et protection des droits de l'homme), sous-programme 2 (Elimination et prévention de la discrimination et protection des minorités et des groupes vulnérables) du plan à moyen terme 1992-1997 révisé (A/47/6/Rev.1).

20. Elles entrent dans le cadre du sous-programme 2 (Elimination et prévention de la discrimination et protection des minorités et des groupes vulnérables) du chapitre 21 (Droits de l'homme) du budget-programme 1994-1995.

C. Activités prévues pour donner suite aux dispositions de la résolution

21. En ce qui concerne le paragraphe 5 de la résolution, on se rappellera que conformément aux recommandations de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, deux postes de personnel temporaire (un poste P-4 et un poste d'agent des services généraux) ont déjà été inscrits au budget 1994-1995 pour faciliter la coordination du programme d'activités de la Décennie.

22. Conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la résolution, il est prévu que le Centre pour les droits de l'homme organise une deuxième réunion technique à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme sur la planification de la Décennie qui se tiendra les 17 et 18 juillet 1995, c'est-à-dire immédiatement avant la treizième session du Groupe de travail sur les populations autochtones.

D. Modifications à apporter au programme de travail

23. Il faudra ajouter une référence à "Réunions techniques de planification de la Décennie internationale des populations autochtones" à l'alinéa c), "Groupe d'experts spéciaux...", de la rubrique "Activités : 1. Services fournis aux organes délibérants" du sous-programme 2 du chapitre 21.

E. Ressources additionnelles nécessaires (coût intégral)

24. Les services fonctionnels nécessaires pour la réunion technique seront fournis par le Centre pour les droits de l'homme et financés à l'aide de ressources déjà prévues au chapitre 21 (Droits de l'homme) du budget-programme 1994-1995. Le coût intégral des services de conférence à assurer au Groupe de travail se répartit comme suit :

Chapitre 25 E

	<u>Dollars</u>
<u>Service de conférence (Genève)</u>	
Service des séances (4 séances en A, Ar, C, E, F, R)	18 300
Documentation préliminaire (32 pages en A, Ar, C, E, F, R)	30 600
Documentation en cours de session (10-15 pages en A, Ar, C, E, F, R)	14 600
Documentation après session (32 pages en A, Ar, C, E, F, R)	30 600
Autres dépenses	<u>1 000</u>
Total	<u>94 100</u>

25. On trouvera au paragraphe 49 des précisions sur le calcul du coût des services de conférence.

Résolution 1995/32. Création d'un groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994

A. Prescriptions de la résolution

26. Au paragraphe 1 de la résolution 1995/32, la Commission des droits de l'homme a décidé de créer à titre prioritaire, par imputation sur les ressources dont dispose déjà globalement l'Organisation des Nations Unies, un groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme, chargé exclusivement d'élaborer un projet de déclaration, à la lumière du projet contenu dans l'annexe à la résolution 1994/45 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 26 août 1994, intitulé "Projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones", pour examen et adoption par l'Assemblée générale dans le courant de la Décennie internationale des populations autochtones.

27. Au paragraphe 3 de la même résolution, la Commission a demandé que le Groupe de travail se réunisse dès que possible en 1995 pendant 10 jours ouvrables.

B. Articulation des dispositions de la résolution sur
le programme de travail

28. Les activités mentionnées ci-dessus relèvent du Programme 35 (Promotion et protection des droits de l'homme), sous-programme 2 (Elimination et prévention de la discrimination et protection des minorités et des groupes vulnérables) du plan à moyen terme 1992-1997 révisé (A/47/6/Rev.1).

29. Ces activités entrent également dans le cadre du sous-programme 2 (Elimination et prévention de la discrimination et protection des minorités et des groupes vulnérables) du chapitre 21 (Droits de l'homme) du budget-programme 1994-1995.

C. Activités prévues pour donner suite aux dispositions de la résolution

30. Le Centre pour les droits de l'homme réunira pendant 10 jours ouvrables, en automne 1995, un groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme.

D. Ressources additionnelles nécessaires (coût intégral)

31. Les services fonctionnels nécessaires au Groupe de travail seront fournis par le Centre pour les droits de l'homme et financés à l'aide des ressources déjà prévues au chapitre 21 (Droits de l'homme) du budget-programme 1994-1995. Le coût estimatif intégral de ces services se répartit comme suit :

<u>Chapitre 25 E</u>		<u>Dollars</u>
<u>Service de conférence (Genève)</u>		
Service des séances (20 séances en A, Ar, C, E, F, R)		130 700
Documentation après session (32 pages en A, Ar, C, E, F, R)		30 000
Autres dépenses		<u>4 500</u>
Total		<u>165 200</u>

32. On trouvera au paragraphe 49 des précisions sur le calcul du coût des services de conférence.

Résolution 1995/91. Situation des droits de l'homme au Rwanda

A. Prescriptions de la résolution

33. Au paragraphe 19 de sa résolution 1995/91, la Commission des droits de l'homme a décidé de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial, tel qu'il est énoncé dans sa résolution S-3/1 du 25 mai 1994, et a prié celui-ci de formuler des recommandations sur les situations qui pourraient appeler la fourniture d'une assistance technique.

34. Au paragraphe 20 de la même résolution, la Commission a prié le Secrétaire général de fournir toutes les ressources nécessaires au Rapporteur spécial, compte tenu du plan opérationnel établi aux fins de l'opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda et de la nécessité de déployer un nombre suffisant de spécialistes des droits de l'homme sur le terrain, pour aider le Rapporteur spécial à s'acquitter de son mandat.

35. Au paragraphe 21, la Commission a prié également le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour dégager les moyens financiers et humains nécessaires à l'exécution de programmes d'assistance technique et de services consultatifs, en particulier dans le domaine de l'administration de la justice, comme l'a demandé le Gouvernement rwandais.

B. Articulation des dispositions de la résolution
sur le programme de travail

36. Les activités auxquelles il est fait référence aux paragraphes 19 et 20 de la résolution relèvent du Programme 35 (Promotion et protection des droits de l'homme), sous-programme 1 (Application des instruments internationaux et des procédures) du plan à moyen terme 1992-1997 révisé (A/47/6/Rev.1).

37. Les activités entrent dans le cadre du chapitre 21 (Droits de l'homme) du budget-programme 1994-1995 au titre de l'élément et des rubriques ci-après :

Activités : 1. Coopération internationale

a) Règlement des différends, missions spéciales, bons offices, missions d'enquête, secours d'urgence et secours humanitaires, services juridiques;

b) Aider les rapporteurs, représentants et autres personnalités spécialement désignées (que l'approche soit thématique ou par pays) à examiner

les violations des droits de l'homme, mener des études ou des enquêtes sur les situations et les cas dont il est fait état et faire rapport à la Commission des droits de l'homme ou à l'Assemblée générale.

C. Activités à entreprendre pour donner suite aux dispositions de la résolution

38. En 1995, le Rapporteur spécial effectuera quatre voyages, de cinq jours ouvrables chacun, à Genève, pour tenir des consultations avec le Centre pour les droits de l'homme, étudier les documents et éléments d'information reçus, s'entretenir avec des représentants de gouvernements et d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales et préparer son rapport.

Il se rendra également à New-York en novembre pour cinq jours ouvrables afin de présenter son rapport à l'Assemblée générale.

39. Le Rapporteur spécial, accompagné d'un fonctionnaire du Centre pour les droits de l'homme, effectuera trois missions de dix jours chacune sur le terrain au Rwanda et dans les pays voisins.

40. Des dispositions seront prises pour maintenir les ressources approuvées en 1994 au titre des services techniques destinés au Rapporteur spécial, à savoir une équipe de six spécialistes des droits de l'homme en poste au Rwanda et deux secrétaires recrutées sur le plan local.

41. Il est prévu que l'exécution du programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, y compris la fourniture de services consultatifs en matière d'administration de la justice, sera financée par des ressources extrabudgétaires. A cet effet, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme a récemment lancé un appel afin que des contributions soient versées au Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme.

D. Ressources additionnelles nécessaires (coût intégral)

42. Le coût estimatif intégral des activités prévues se répartit comme suit :

Dollars

A. Frais de voyage du Rapporteur spécial

Quatre voyages à Genève pour des consultations au Centre des droits de l'homme (5 jours chacun)	14 000
Un voyage à New-York pour présenter son rapport à l'Assemblée générale (5 jours ouvrables)	4 000
Trois missions sur le terrain au Rwanda et dans les pays voisins (10 jours ouvrables chacune)	13 000
Frais généraux (estimés à 500 dollars par mission sur le terrain)	1 500
Total (A)	<u>32 500</u>

B. Frais de voyage de fonctionnaires du Centre pour les droits de l'homme

Trois missions sur le terrain d'un membre du Centre accompagnant le Rapporteur spécial (10 jours ouvrables chacune)	<u>17 000</u>
---	---------------

C. Activités sur le terrain

Assistance temporaire générale :

10 mois de travail pour 6 fonctionnaires de la classe P-3 et deux agents des services généraux	490 000
--	---------

<u>Divers</u>	10 000
---------------	--------

Total (C)	<u>500 000</u>
-----------	----------------

Total général	<u>549 500</u>
---------------	----------------

E. Possibilités d'imputation sur le budget

43. A sa quarante-neuvième session, l'Assemblée générale a approuvé des ressources additionnelles d'un montant de 539 700 dollars au titre du chapitre 21 (Droits de l'homme) du budget-programme 1994-1995 pour financer les activités supplémentaires découlant de la résolution 1994/S-3/1 de la Commission des droits de l'homme, faite sienne par le Conseil économique et social à sa session extraordinaire de juin 1994 dans sa décision 1994/223 concernant la nomination d'un Rapporteur spécial sur le Rwanda.

44. Les ressources susmentionnées correspondent aux besoins pour la période allant de juillet 1994 jusqu'à la fin de février 1995. Par conséquent, aucune ressource n'a été prévue au budget-programme 1994-1995 au titre des dépenses supplémentaires (549 500 dollars) entraînées par la prorogation pour un an du mandat du Rapporteur spécial. Il apparaît à ce stade que les dépenses ne pourront pas être imputées sur les ressources inscrites au chapitre 21 (Droits de l'homme) du budget-programme 1994-1995.

F. Montants additionnels à prévoir

45. Si le Conseil économique et social approuve la résolution 1995/91, un montant additionnel de 549 500 dollars sera nécessaire au titre du chapitre 21 du budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995.

G. Fonds de réserve

46. En ce qui concerne l'éventuel prélèvement sur le fonds de réserve pour financer les activités découlant de cette résolution, voir le paragraphe 48.

II. RESUME

47. Pour exécuter les activités prévues dans les résolutions indiquées ci-dessus, il faudrait inscrire au budget-programme 1994-1995 un montant additionnel de 596 300 dollars au titre du chapitre 21 (Droits de l'homme) et de 412 000 dollars au titre du chapitre 25 E (Services de conférence).

Ressources nécessaires pour le Centre pour les droits de l'homme (chap. 21)

48. Conformément à la procédure approuvée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986 et 42/211 du 21 décembre 1987, un fonds de réserve est créé à chaque exercice biennal pour couvrir les dépenses additionnelles résultant de décisions prises par les organes délibérants et qui n'ont pas été inscrites dans le projet de budget-programme. En vertu de la même procédure, si les dépenses additionnelles envisagées dépassent les ressources du fonds de réserve, elles ne peuvent être inscrites au budget que moyennant un transfert de ressources provenant de domaines de moindre priorité

ou la modification d'activités en cours, faute de quoi les activités nouvelles doivent être reportées à un exercice biennal ultérieur. Il apparaît qu'aucune décision n'a été prise en vue d'arrêter, de reporter, de réduire ou de modifier des activités prévues au chapitre 21 du budget-programme 1994-1995 pour pouvoir exécuter les nouvelles activités prescrites. S'il se révèle impossible de financer le coût de ces nouvelles activités à l'aide du fonds de réserve, il faudra peut-être remettre à plus tard l'exécution des résolutions considérées, conformément aux directives régissant l'utilisation et le fonctionnement du fonds de réserve que l'Assemblée générale a adoptées dans sa résolution 42/211 du 21 décembre 1987.

Coûts des services de conférence

49. Comme on l'a indiqué plus haut, le coût des services de conférence s'établit à 412 000 dollars. Il repose sur l'hypothèse que les services nécessaires ne seront en aucun cas assurés par les effectifs permanents déjà prévus au chapitre 25E du budget-programme approuvé, et qu'il faudra des ressources additionnelles pour engager du personnel temporaire. Les besoins en personnel temporaire ne pourront être déterminés avec exactitude qu'en fonction du calendrier des conférences pour 1994-1995. Il convient toutefois de noter que, pour calculer les ressources nécessaires pour l'assistance temporaire pour les réunions en 1994-1995, on s'est basé sur l'expérience passée, c'est-à-dire que l'on a tenu compte non seulement des réunions annoncées au moment de la préparation du budget, mais aussi de celles qui pourraient être autorisées par la suite, en partant de l'hypothèse que le nombre et la répartition des conférences et des réunions au cours de l'exercice biennal 1994-1995 seraient à peu près les mêmes que les années précédentes. Dans ce cas, il n'y aurait pas lieu de prévoir de ressources additionnelles au titre du chapitre 25 E du budget-programme 1994-1995.
